

*Service de presse*

**DEBAT D'OUVERTURE DE LA 69<sup>ème</sup> SESSION DE L'ASSEMBLEE  
GENERALE - INTERVENTION DE M. FRANCOIS HOLLANDE,  
PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

*New York, mercredi 24 septembre 2014*

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,

Vous comprendrez qu'aujourd'hui je m'exprime devant vous avec une émotion particulière, puisque l'un de mes compatriotes vient d'être lâchement assassiné en Algérie par un groupe terroriste lié à « Daech ». Il s'appelait Hervé Gourdel, c'était un homme plein d'enthousiasme qui aimait la montagne et qui pensait pouvoir se livrer à sa passion en allant dans le Djurdjura, en Algérie. Il a été capturé et il a été décapité. Voilà ce que le terrorisme fait. Il ne le fait pas qu'à la France. Il y a encore quelques jours, c'étaient les Américains, Anglais, qui étaient touchés par la même barbarie.

Ces groupes, et ce groupe-là, « Daech », ne frappe pas simplement ceux qui ne pensent pas comme lui. Ils frappent des musulmans, ils frappent des populations civiles, ils frappent des minorités. Ils violent, ils tuent. Voilà pourquoi, le combat que la communauté internationale doit mener contre le terrorisme ne connaît pas de frontières. Et c'est le même drapeau qui doit être porté, celui des Nations Unies, celui des valeurs pour lesquelles cette organisation a été fondée : la dignité humaine, la liberté, le regard que nous devons avoir sur le monde de demain, un monde de justice.

La France est pleinement engagée dans ce combat-là. Elle l'a été en Afrique quand elle a été appelée au Mali ; elle a été rejointe heureusement par beaucoup de pays africains, européens, maintenant les Nations Unies. La France est engagée chaque fois qu'il y a un risque. Mais aujourd'hui, c'est en Irak et en Syrie que cette menace existe. Elle ne concerne pas que cette région, puisque le groupe « Daech » a décidé non seulement de conquérir des territoires, imaginant fonder un Etat. Mais ce groupe menace l'ensemble du monde, en provoquant des attentats, en organisant des enlèvements, en recrutant des combattants venus de tout le monde pour les former, pour leur montrer la barbarie dont ce groupe est capable afin qu'ils le reproduisent, ce sinistre mouvement du terrorisme dans nos propres pays.

C'est parce que cette menace existe non seulement pour la région mais pour le monde que la France a entendu répondre à l'appel des autorités irakiennes pour que nous puissions leur prodiguer d'abord une aide militaire à travers la fourniture d'armes, c'était au mois d'août dernier, mais aussi à travers un appui maintenant aérien pour éviter que le groupe « Daech » continue, puisse continuer, sa progression.

Nous voulons l'affaiblir. Nous voulons le réduire, mais nous savons aussi que tant qu'il n'y aura pas un règlement de la crise syrienne tous nos efforts risquent d'être réduits, d'où l'enjeu non pas simplement de faire qu'il y ait une action contre le groupe « Daech » mais aussi une solution politique. Nous nous soutenons, la France, l'opposition syrienne, l'opposition démocratique. Nous la considérons comme la seule représentante légitime du peuple syrien. Et là-dessus, nous ne transigeons pas et nous ne faisons aucun compromis parce qu'il y aurait menace. Le régime de Bachar Al-Assad mérite tout autant d'être condamné car il est complice de ce qui s'est produit en Syrie depuis trois ans, 200 000 morts et combien de personnes déplacées.

Mesdames et Messieurs,

La France vit une épreuve à travers la mort, l'assassinat d'un de nos compatriotes, mais la France ne cède jamais devant le chantage, devant la pression, devant les actes barbares.

Au contraire, la France sait qu'elle est attendue, la France sait qu'elle porte des valeurs, la France sait qu'elle a un rôle à jouer et elle n'y renoncera jamais et la lutte contre le terrorisme va être poursuivie, amplifiée autant qu'il sera nécessaire, dans le respect du droit, dans le respect aussi de ce qu'est la souveraineté des Etats car nous ne nous trompons pas lorsque nous agissons, nous le faisons toujours dans le respect des principes des Nations Unies.

Je voulais vous parler aussi d'autres régions du monde qui connaissent également des menaces pour notre propre sécurité. Je voulais parler de l'épidémie Ebola, parce que je sais combien elle touche nos amis africains. Mais là encore, regardons au-delà même de ceux qui sont touchés.

Qui peut imaginer que l'épidémie restera confinée dans quelques pays si nous n'intervenons pas ? Là aussi, la menace est globale. Là encore, la réponse doit être globale. Et donc la France, l'Europe, le monde doivent apporter aux pays qui sont touchés par cette épidémie, à la fois les soins nécessaires, la protection indispensable, l'aide économique qui est attendue. Parce que là aussi, s'il y a la moindre faiblesse, le moindre manquement à la solidarité, ce seront tous nos pays qui seront touchés.

Mesdames et Messieurs,

J'étais venu aussi devant vous pour vous parler de ce qui se passe en Europe, à côté de l'Europe, de ce qui s'est produit en Ukraine, avec des manquements là aussi à des principes du droit international. Mais l'enjeu aujourd'hui, même en Europe, c'est la paix et de faire en sorte que le cessez-le-feu qui est intervenu puisse se transformer en un règlement durable de ce conflit. Aucun continent n'est épargné, par aucune menace. Tout est fragile, tout est précaire, tout est vulnérable. A nous d'avoir la même conscience des risques, des dangers, des périls qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. A nous de penser qu'il n'y a pas simplement à faire un devoir de mémoire mais un devoir d'avenir. A savoir quel monde nous voulons.

Le monde que nous voulons, et c'est le dernier point que je veux ici évoquer, doit être celui d'un changement climatique. Parce que le désordre actuel, là aussi, menace non seulement

notre génération mais bien sûr celle qui nous suivra, menace notre propre sécurité, car il y a aujourd'hui plus de déplacés à cause du dérèglement climatique qu'à cause des guerres qui sont pourtant, hélas, tellement intenses, tellement meurtrières sur notre planète.

La France a pris là aussi ses responsabilités. Elle a décidé d'organiser la conférence sur le climat en décembre 2015. Je me félicite qu'ici même, grâce au Secrétaire général BAN Ki-moon, il y ait eu ce sommet qui a permis de mobiliser les consciences, les Etats, les institutions financières, les entreprises, la société civile, de nombreuses manifestations ont eu lieu. Parce que nous devons réussir la conférence de Paris, non pas parce que c'est à Paris mais parce que c'est le rendez-vous qu'a le monde avec lui-même. Il y a des instants, des périodes dans l'histoire où nous pouvons décider, décider non pas simplement pour nous-mêmes, mais décider pour l'humanité. Ce moment-là est venu. A Paris, nous devons tout faire pour qu'il puisse y avoir un accord global, un accord qui puisse être contraignant, qui puisse être différencié selon les niveaux de développement, qu'il puisse y avoir ce fonds vert auquel la France a consacré un milliard de dollars pour les prochaines années. Je souhaite que d'autres pays nous suivent parce que nous avons besoin de ce fonds vert pour permettre à des pays qui n'ont pas le niveau de développement de pouvoir assurer leur croissance et en même temps la transition énergétique.

Mesdames et Messieurs,

C'est un moment triste que je vis aujourd'hui au nom de la France, que les Français éprouvent mais c'est un moment aussi de sursaut et de responsabilité. Pour le monde, pour la planète, nous devons lutter contre le terrorisme. Nous devons agir pour la paix. Nous devons réduire les inégalités. Nous devons faire aussi notre devoir par rapport aux générations futures, faire que Paris soit un succès pour le climat et faire que les Nations unies puissent être toujours fidèles au mandat qui leur a été donné au lendemain d'une guerre, une guerre terrible. Mais nous sommes encore devant des défis. Nous sommes sûrs de les relever si nous sommes unis pour nous rassembler et ainsi emporter cette victoire.

Merci